

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 92 (1947)
Heft: 6

Artikel: La guerre psychologique ou la mécanisation des esprits
Autor: Wüst, R.-H.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348380>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Pour la Suisse :
1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.—
3 mois fr. 4.—

ABONNEMENT

Pour l'Etranger :
1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.—
3 mois fr. 5.—

Prix du numéro : fr. 1.50.

RÉDACTION : Colonel-brigadier Roger Masson.

ADMINISTRATION : Av. de la Gare 33, Lausanne. Tél. 3 36 33. Chèq. post. II. 5209

ANNONCES : Société de l'Annuaire Vaudois S. A., Rue de la Tour 8, Lausanne

La guerre psychologique ou la mécanisation des esprits

L'opinion est la vraie maîtresse du monde.

PASCAL.

Quand la politique d'un Etat se donne pour objectif la destruction d'un autre Etat, divers moyens lui permettent de préparer, puis de soutenir et, enfin, de parachever l'œuvre de sa stratégie. La guerre militaire — c'est-à-dire l'engagement de forces armées — ne constitue qu'une phase, la plus active, de cette évolution. La guerre totale commence de longues années avant le début de la guerre militaire. La diplomatie sert à isoler l'adversaire, la guerre économique à affaiblir ses forces matérielles, la « guerre psychologique » à détruire son moral.

C'est au cours de la seconde guerre mondiale que cette dernière formule fut mise à la mode par l'armée américaine. Ses principes, pourtant, sont aussi vieux que l'humanité elle-même. L'emploi par les Troyens d'un cheval qui leur permit de tromper

leurs adversaires, puis de les battre est un aspect typique de cette forme de la bataille.

Ce qui est nouveau, c'est la puissance de l'« arme psychologique », celle, croissante, des moyens techniques qu'elle met en œuvre : la grande presse moderne, la radio, le cinéma.

Les résultats obtenus par cette arme sont impressionnants. A notre époque, sous nos yeux, des armées modernes se sont rendues sans tirer un coup de fusil, de grandes nations — comme la Tchécoslovaquie — ont été vaincues et occupées sans combat. Dans d'autres cas, la propagande a joué un rôle sinon décisif, du moins essentiel et dans la première bataille de France, par exemple, sa valeur fut certainement égale à celle de nombreuses divisions de la Wehrmacht.

Si étrange que cela paraisse, l'« arme psychologique » a pu être employée ouvertement pendant de longues années, avant 1939, par les Russes d'abord, par les Allemands ensuite. Des esprits comme un Ludendorff — analysant les leçons déjà fort instructives de la première guerre mondiale — ont pu prévoir et définir publiquement le rôle qu'elle jouerait au cours du deuxième grand conflit, sans qu'aucun chef militaire des nations démocratiques ne songe à « penser » cette forme nouvelle de la guerre, et encore moins à lui opposer une parade de valeur. Il fallut la bataille de Londres pour qu'un Churchill tire les leçons de nombreux et douloureux épisodes. Depuis lors, les états-majors des armées modernes ont compris l'importance que revêt de nos jours la guerre psychologique. Ils ont pris — ceux des plus petites armées, comme ceux des plus puissantes — les mesures qui s'imposaient.

Tous, sauf le nôtre. S'il est vrai qu'en Suisse des mesures de ce genre ont été tardivement adoptées pendant la guerre, elles se sont heurtées, en haut lieu, à une résistance qu'il vaudra la peine de décrire. Et si, théoriquement, le Conseil fédéral et l'Etat-major général ont fini par reconnaître officiellement pour la première fois en 1946 l'importance du problème de l'information, il n'en reste pas moins vrai que, pratiquement, les timides efforts

accomplis dans ce domaine par notre armée pendant la guerre ont été complètement abandonnés dès le 20 août 1945 — apparemment, pour cette seule raison qu'un service de ce genre n'avait pas été prévu par l'O. E. M. T. de 38 ! — et qu'à l'exception de conférences organisées l'an dernier dans le cadre de l'activité de la Société suisse des Officiers, jamais un quart d'heure n'a été consacré jusqu'ici à ce problème essentiel dans l'une de nos écoles de cadres...

L'intérêt que ce sujet a rencontré parmi les officiers de Suisse romande nous a engagé à reprendre, dans les colonnes de la « Revue Militaire Suisse », l'étude d'une question envers laquelle, de nos jours, nul ne saurait, croyons-nous, demeurer indifférent.

Son cadre dépasse largement le plan militaire. Si, en temps de guerre, il concerne en premier lieu l'officier soucieux du moral de ses hommes, en temps de paix, il intéresse directement chaque citoyen. La guerre militaire a pris fin en 1945. Mais, depuis lors, la « guerre psychologique » se poursuit entre les grands empires qui dominent le monde. Son intensité est loin de décroître ; elle prend des formes nouvelles, plus dangereuses parfois.

Les procédés de tous genres qu'elle utilise sont d'autant moins connus du public, qu'aucune puissance n'a intérêt à dévoiler les rouages du mécanisme dont elle se sert. C'est là, entre autres, l'une de ces « zones de silence » dont, par une sorte d'entente tacite, les agences et les journaux des grands pays parlent très rarement aujourd'hui.

C'est, à notre avis, une raison de plus pour en parler ici. De 1939 à 1945, la Suisse a subi avec plus ou moins d'intensité diverses formes de la guerre totale, à l'exception de la guerre militaire. Mais dès avant 1939, elle avait connu et elle continue de connaître la « guerre psychologique » ; elle continue d'être exposée à l'action exercée constamment en vue de « mécaniser les esprits ».

S'il est vrai que la bombe atomique est une arme dangereuse, il en est d'autres qui préparent son intervention et dont nous subissons à chaque instant, inconsciemment, les effets dissol-

vants. C'est ce que nous tenterons de démontrer en étudiant les origines, les méthodes et les moyens de la guerre psychologique moderne, et ses conséquences actuelles pour la Suisse.

I. LES PRÉCURSEURS DE LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE MODERNE.

La presse américaine nous apprenait récemment que des archéologues dirigés par le professeur Samuel Kramer, de l'Université de Pensylvanie, viennent de faire d'intéressantes découvertes en Mésopotamie, où ils ont déchiffré les tablettes des historiographes du roi Enmerkar qui régna dans la cité d'Erech, il y a cinq mille ans.

Les caractères cunéiformes qui couvrent ces tablettes d'argile indiquent que ce roi belliqueux et avide de conquêtes convoitait une cité voisine, Aratta, qui était riche et prospère. Il avait besoin d'espace pour permettre à son peuple de se développer.

Enmerkar imagina, pour parvenir à ses fins, une campagne en deux temps.

Il commença par envoyer des émissaires au seigneur d'Aratta pour lui *conseiller dans son propre intérêt de se rendre afin d'éviter une effusion de sang*. Cette offre fut immédiatement repoussée.

Enmerkar engagea alors la guerre des nerfs, en même temps que la guerre économique. Il commença par terroriser à distance la population d'Aratta. Il arrêta les caravanes qui apportaient des vivres, ruina le commerce de son adversaire, fit commettre dans la ville des attentats incessants, pendant que des agents à sa solde démoralisaient les bourgeois, leur représentant le triste état dans lequel les autorités responsables laissaient croupir les affaires de la cité ; ils répandaient dans Aratta des rumeurs représentant le gouvernement comme un ramassis de fripouilles qui persécutaient leurs administrés.

Quand il estima que son adversaire était suffisamment

démoralisé, Enmerkar fit charger mille chameaux de victualles et de richesses de toutes sortes qu'il envoya et fit distribuer dans la malheureuse cité. Il ne manqua pas de joindre à ses dons un certain nombre de hérauts qui proclamèrent : *Esclaves opprimés dans Aratta, dressez-vous contre vos tyrans ! Tournez les yeux vers le gentil seigneur d'Erech. Il vous assurera un bonheur éternel, et vous éviterez une guerre contre lui.*

Cette guerre des nerfs aboutit à un succès complet : le seigneur d'Aratta finit par se rendre, sans combat, à Enmerkar. Par malheur, ajoute cette information, la dernière tablette est brisée et nul ne sait ce que fut pour les habitants d'Aratta le bonheur éternel qui leur avait été promis...

* * *

De tout temps, les princes, les chefs d'Etat et les généraux ont éprouvé le besoin de s'adresser à leurs peuples ou à leurs troupes, afin de leur donner une foi, une raison de combattre, de leur communiquer leurs intentions et leurs ordres. Autrefois, c'est du haut d'un cheval que l'on galvanisait les hommes. Depuis, les méthodes de transmission et de propagande se sont développées.

A en croire Metternich, c'est Napoléon qui, le premier, fit de la presse un instrument moderne de commandement politique et militaire : *C'est, disait-il, un fait nouveau dans l'histoire que celui d'un souverain qui s'entretient directement et fréquemment avec le public. Napoléon a inauguré cette méthode et il en a tiré de grands avantages.*

La plupart des grands capitaines ont su employer leur plume en même temps que leur épée, et mettre le verbe au service de l'action. Pour agir avec succès, ne faut-il pas, en effet, concevoir, puis énoncer clairement son vouloir ? C'est pourquoi l'art de la guerre a donné de grands écrivains — formés très tôt à l'excellente discipline de la rédaction d'ordres à la fois complets et concis — qui se distinguèrent par la clarté de leur pensée et par la puissante simplicité de leur style.

Les nécessités de la Révolution firent de Bonaparte, dès son jeune âge, en même temps qu'un soldat, un journaliste, dont Jacques Bompard disait en 1918 : *Il avait le sens de l'actualité, de ce qu'il fallait dire et de ce qu'il ne fallait pas dire ; et quand il tenait la plume, il la tenait avec vigueur. Il y a plusieurs sortes de journalistes. Il y a celui qui dirige et qui inspire un journal, il y a celui qui écrit. Napoléon fut journaliste de toutes les façons. Il fut directeur, rédacteur, reporter. Il fut journaliste à ce point qu'il voulut détruire toute concurrence, et être le seul journaliste de son temps.*

Agé de 24 ans, Bonaparte compose un pamphlet intitulé « Le souper de Beaucaire ». C'est un résumé de ses vues politiques et militaires qu'il distribue à de nombreux officiers, sous-officiers et soldats. Le jeune capitaine frappe ses contemporains par sa maturité et par sa modération.

Commandant l'Armée d'Italie, il fonde plusieurs journaux destinés d'une part à entretenir le moral de ses troupes, d'autre part, à des fins de politique intérieure et personnelle. C'est le « Courrier de l'Armée d'Italie » et « La France vue de l'Armée d'Italie ». Leurs rédacteurs écrivent sur la base des directives du jeune général et, souvent, de ses notes personnelles.

A peine s'est-il emparé du pouvoir, que le futur Empereur établit une censure des plus rigoureuses. Par un arrêté du 17 janvier 1800, il ne laisse subsister que treize journaux étroitement surveillés par la police. La liberté absolue de la presse a provoqué de tels excès pendant la Révolution que ces mesures restrictives, conséquences logiques d'abus, sont d'abord accueillies favorablement. Avertissements, réprimandes, amendes, saisies et emprisonnements pleuvent dès lors sur les journalistes français.

Il est impossible de gouverner longtemps contre l'opinion publique d'un grand pays, si l'on ne parvient pas à la retourner. Aussi importe-t-il pour un chef de gouvernement de contrôler celle-ci, en vouant directement à cette tâche ses propres forces et ses dons personnels. Déjà, le Premier Consul s'en

aperçoit et agit en conséquence. Chaque matin, il lit attentivement les traductions de journaux anglais et allemands qu'il trouve sur la table de son cabinet de travail. Le soir, il parcourt les épreuves du *Moniteur*, journal qu'il a fait acheter, qui est devenu officiel et qui s'inspire de ses seules consignes. Une presse que l'on qualifierait de nos jours de « presse dirigée » se constitue. Les journalistes deviennent, en fait, des fonctionnaires. En 1805, Napoléon résume sa conception du rôle de la presse par une de ces phrases lapidaires dont il a le secret, et qui sont plus éloquents que de volumineuses « instructions » : *J'entends, écrit-il tout simplement, que les journaux soient pour le gouvernement et non contre.*

Selon les nécessités de l'heure — mais toujours dans le même but : démoraliser l'adversaire, éprouver ses forces, ébranler sa résistance — Bonaparte, Premier Consul, utilise, tout à tour, les pressions d'ordre diplomatique ou militaire. *Quatre journaux, disait-il, peuvent faire plus de mal à l'ennemi qu'une armée de cent mille hommes... Il ne faut laisser à l'ennemi aucun avantage, même d'opinion.*

De la presse, il fait un élément stratégique de premier ordre que l'on serait tenté d'appeler, en langage moderne, une « arme d'exploration lointaine », puisqu'elle sert à préparer et à précéder les mouvements des armées.

Aux offres de paix que le Premier Consul fait à l'Angleterre, la presse de ce pays répond par de vives attaques. Bonaparte riposte avec la même vigueur. L'Angleterre se plaint alors de cette campagne, en insistant sur le fait qu'elle est inspirée et dirigée par le gouvernement français. A quoi le Premier Consul répond qu'il rend le gouvernement anglais également responsable de l'attitude des journaux théoriquement libres de ce pays, puisque ceux-ci ne sont pas poursuivis... cette carence suffisant, à son avis, à leur conférer automatiquement un caractère officiel.

Les polémiques franco-anglaises, dont le ton s'exaspère de part et d'autre, créent entre les deux Etats une tension de

plus en plus grave. Après la paix d'Amiens, Bonaparte préconise encore, mais sans plus de succès, l'« Entente Cordiale ». Devant le silence méprisant de l'Angleterre, il recommence de nouvelles campagnes d'intimidation, coups de sonde destinés à produire certains effets calculés d'avance. Plus tard, c'est contre d'autres pays — la Prusse en particulier — qu'il renouvellera les mêmes méthodes. Les meilleurs exemplaires du « Moniteur » sont distribués gratuitement d'un bout à l'autre du continent.

Napoléon, pour gouverner, n'hésitait pas à se servir de tous les moyens, selon les circonstances. Ainsi, s'apercevant plus tard que le caractère officiel du « Moniteur », qu'il avait fondé, diminuait, dans certains cas, son efficacité, il n'hésite pas à créer artificiellement une certaine diversité dans la presse française en fondant de nouveaux journaux comme l'officieux « Bulletin de Paris » et « L'Argus », pseudo « journal républicain anglais en France » qu'il ne cesse, bien entendu, de diriger effectivement en sous-main...

Mais dès les premières années du XIX^e siècle, la censure française devient si sévère qu'elle dépasse toute mesure. L'élément actif (information et inspiration) fait défaut. Les conséquences de cette carence apparaissent vite. Les journalistes ne savent plus quels sujets traiter. La presse ne reflète plus l'opinion publique. Elle devient incapable de remplir son rôle naturel d'agent de liaison entre la nation et l'Etat. Les rédacteurs en chef s'arrachent les cheveux en se demandant comment remplir les colonnes de leurs journaux. A l'heure où se joue le sort de l'Empire, où il faudrait, surtout, maintenir haut le moral de la nation, en désespoir de cause, le « Moniteur », par exemple, publie de longs articles de médecine...

Napoléon est un journaliste trop avisé pour ne pas souffrir de cet état de choses dont il attribue, non sans raison, la responsabilité à ses subordonnés, aux censeurs, qui s'attachent trop souvent à appliquer à la lettre ses instructions, au lieu d'interpréter leur esprit. L'Empereur comprend la nécessité

de tolérer, dans une certaine mesure, des critiques objectives en politique intérieure. Malgré les efforts qu'il déploie dans ce sens, malgré le plan d'un « journal idéal » qu'il rédige lui-même, en 1807 au Camp d'Osterode, il est intéressant de constater qu'il ne parvint jamais à réaliser ce désir.

Toujours soucieux de mettre la presse au service de la défense nationale, des armées où il se trouve, il adresse à Paris, en 1814, les instructions suivantes dans lesquelles il indique déjà le profit que l'on peut tirer des reportages de guerre et de découvertes comme celles des camps de concentration : *Au lieu des bêtises dont on remplit chaque jour les petits journaux, écrit-il, pourquoi n'avez-vous pas des commissaires qui parcourent les pays d'où nous avons chassé nos ennemis et recueillent les détails des crimes qu'ils y ont commis ? Il n'y aurait rien de plus fort pour animer les esprits que le récit de ces détails. Dans ce moment, il nous faut des choses réelles et sérieuses, et non pas de l'esprit en prose ou en vers.*

Dans les écrits de l'Empereur au sujet de la presse, nous avons, toutefois, relevé une contradiction qui s'explique, sans doute, par un souci d'opportunisme. En 1814, il écrit : *Les journaux ne sont pas l'histoire.* Mais un peu plus tard, exilé à Sainte-Hélène, il dira, parlant du « Moniteur » : *Il n'est pas une phrase que j'aie à en effacer. Au contraire, il demeurera infailliblement ma justification, toutes les fois que je pourrai en avoir besoin.*

* * *

Au temps de Napoléon, l'effectif des armées était relativement restreint. Les peuples souffraient de la guerre mais n'y participaient pas d'une manière aussi intense qu'aujourd'hui. Les distances étaient infiniment plus grandes, et l'espace plus vaste. La presse commençait à peine à se développer ; son influence ne dépassait pas le cadre de milieux restreints. Ni la radio, ni le cinéma n'existaient. Le règne de Napoléon marque pourtant le début d'une ère nouvelle

qui devait nous conduire, un siècle plus tard, à la conception de l'Etat totalitaire moderne et à celle de la guerre totale qui en découle naturellement. Il est aisé d'imaginer le profit que l'Empereur aurait su tirer des moyens techniques actuels de la guerre psychologique, si ceux-ci avaient été à sa disposition.

De 1814 à 1914, la science fait un bond gigantesque. Mais quand éclate la première guerre mondiale — ou celle que l'on a appelée justement, espérons-le, la « guerre de trente ans » — l'esprit est en retard sur la technique, les philosophes militaires n'ont pas su évoluer aussi rapidement qu'elle. Dans les pays démocratiques, ils auront toujours beaucoup de peine à combler ce retard. Et surtout, les états-majors refuseront obstinément de prêter une attention suffisante à ceux qui, comme Charles de Gaulle, parvinrent à accorder leur évolution intellectuelle à celle de la science. En 1914, trop de grands chefs « penseront » 1870. En 1939, ils partiront encore de 1918.

Il vaut la peine de noter ici que l'un des esprits les plus avancés de son époque, l'un des premiers qui a su — avant Lénine et Ludendorff, Staline, Hitler et Gœbbels — entrevoir le développement de la guerre psychologique moderne et la menace si grave qu'elle représente pour chaque esprit avide d'indépendance, fut un officier vaudois, le colonel Feyler, ancien directeur de la « Revue Militaire Suisse », critique militaire auquel le « Journal de Genève » est redevable de son rayonnement international au cours de la première guerre mondiale. La jeune génération romande ne saurait oublier aujourd'hui ce qu'elle lui doit, et en premier lieu cet exemple de passion de la vérité et de courage intellectuel qu'il lui a laissé.

Nous indiquerons dans notre prochain article de quelle manière Feyler concevait, en 1914 déjà, la conduite de la guerre psychologique moderne, et l'importance qu'il attachait à cette forme particulière de la stratégie totale.

(A suivre.)

Premier-lieutenant R.-H. WÜST.
